

1^{er} décembre 2022

Elections Fonction Publique : Une nouvelle fois, un démarrage au-delà du chaotique

Après les difficultés d'organisation dans un trop grand nombre de secteurs comme le versant hospitalier où les prestataires de vote ont tenté d'imposer leurs conditions, après le fiasco le plus total dans les DDI qui a conduit à annuler les élections électroniques et à organiser des élections à l'urne le 8 décembre, les élections se sont ouvertes ce 1^{er} décembre. Elles doivent concerner l'ensemble des agent-es des 3 versants de la fonction publique d'ici au 8 décembre.

Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, l'ouverture du scrutin ne se fait pas sans difficultés.

Dans plusieurs ministères et administrations tels l'Éducation Nationale et Bercy, les serveurs ont lâché dès les premières heures de la journée. Des coupures ont également eu lieu à la Culture. Parfois, les procédures de réassort en cas de mot de passe perdu ne sont pas possibles, parfois, les portails ne peuvent pas être activés alors que cela doit pouvoir être possible jusqu'au 8 décembre.

Ailleurs, ce sont les listes d'électeurs qui sont fausses.

On a l'impression de revivre les élections de 2018 mais en pire.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté tant la DGAFP que les différents ministères des difficultés et des risques à venir. Solidaires a même, dans sa déclaration liminaire lors du dernier CCFP, interpellé le ministre sur le sujet. Malgré l'optimisme que celui-ci a affiché, c'est une réalité bien plus sombre, malheureusement prévisible, que nous avons dénoncée, qui saute aux yeux en ce premier jour de scrutin : des agent-es ont des difficultés pour voter, certain-es sont même dans l'impossibilité de le faire.

Alors que l'enjeu de la participation est majeur et représente un véritable point de démocratie sociale, il est indispensable que le nécessaire soit fait dans les plus brefs délais afin qu'aucun-e agent-e ne soit empêché-e de voter.

Les élections professionnelles ne sont pas des scrutins accessoires. L'administration doit assurer rigoureusement le bon déroulé de ces processus démocratiques.